

Une mosquée saccagée à Bangui après l'attaque d'une église faisant 15 morts dont le prêtre de l'Eglise Notre-Dame-de-Fatima

par Serge Leger Kokpakpa

BANGUI (Reuters), 29 mai 2014 - Une mosquée de Bangui a été saccagée jeudi au lendemain de l'attaque d'une église de la capitale par des jeunes musulmans munis d'armes à feu qui a fait quinze morts, rapportent des témoins.

Des jeunes gens issus des milices chrétiennes anti-balaka ont dressé des barricades à l'aide de pneus enflammés pour bloquer les rues où peu d'habitants s'aventurent, par crainte d'une nouvelle flambée de violences religieuses et de représailles contre les musulmans encore présents dans la ville.

L'attaque de la mosquée du quartier de Lakouanga n'a pas fait de victime, l'édifice étant vide à ce moment-là.

Mercredi, c'est l'église Notre-Dame de Fatima, où se sont réfugiés plusieurs milliers de chrétiens déplacés par les violences, qui avait été attaquée par des hommes armés.

Des coups de feu ont retenti au moment où les casques bleus de la Misca, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous commandement de l'Union africaine, tentaient de faire évacuer les rues.

Le raid contre l'église a fait suite à un accrochage entre miliciens chrétiens et habitants du quartier musulman de PK5, ont expliqué des témoins.

Le Premier ministre André Nzapayéké a condamné l'attaque contre l'église et a donné mandat aux soldats onusiens de débarrasser la capitale de tous les éléments "criminels".

"Certains criminels mutilent sauvagement les corps de leurs victimes tandis que d'autres ouvrent le feu sur des bâtiments religieux avec des armes lourdes et massacrent des citoyens pacifiques en détresse", a-t-il dit.

LENTEUR DE RÉACTION

Sébastien Wenzouzi, un chef des anti-balaka, a accusé les forces internationales déployées en Centrafrique d'avoir abandonné l'église à ses assaillants, pointant en particulier les soldats burundais de la Misca. Il a également jugé que les soldats français de l'opération Sangaris n'avaient pas réagi assez vite.

"Ce qui nous blesse le plus est que la France est ici pour protéger la population civile. La Misca est ici aussi pour protéger la population mais quand nous avons appelé les Burundais, ils ne sont pas venus", a-t-il dit à Reuters par téléphone.

Un porte-parole de la Misca, Francis Che, a démenti que la force africaine ait réagi trop lentement, ajoutant qu'une enquête avait été ouverte.

"Les gens doivent comprendre que nous les réprimerons et les traduirons devant la justice nationale ou internationale. Nous n'avons aucune tolérance pour les auteurs de ce genre d'acte", a-t-il dit, précisant que la Misca et le contingent français avaient déjà procédé au démantèlement des barricades dressées sur les axes stratégiques de la capitale.

L'église était défendue par des miliciens anti-balaka mais les assaillants ont pénétré dans le bâtiment quand ces derniers se sont retrouvés à court de munitions, visant semble-t-il femmes et enfants, a déclaré le prêtre Jonas Bekas.

"S'il n'y a pas de désarmement, ils attaqueront à nouveau", a-t-il dit, tout en promettant de rester sur place en compagnie d'autres prêtres venus d'Ouganda, d'Ethiopie ou d'Italie pour tenter de protéger les civils. Quelque 5.000 chrétiens déplacés ont trouvé refuge dans l'église, a-t-il déclaré.

Centrafrique: Bangui sous tension après l'attaque d'une église

0 29.05.2014 21:02 - lemainelibre.fr

a capitale centrafricaine est restée sous une extrême tension jeudi, avec des barricades érigées en ville et des échauffourées entre jeunes et soldats africains, au lendemain de l'attaque inédite d'une église ayant fait une quinzaine de morts.

"Plusieurs civils" ont été blessés dans l'après-midi dans le centre de Bangui au cours d'échauffourées avec des soldats de la force africaine Misca, a indiqué à l'AFP le colonel Bengone Otsaga, chef de la police de la mission.

Un peu plus tôt, des soldats africains avaient effectué des tirs de sommation pour disperser des jeunes qui tenaient des barricades, en vain.

Dans le même quartier, un jeune homme a été blessé par balle dans des circonstances non élucidées, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dans le quartier de Lakouanga, dans le centre-ville épargné jusque-là par les violences, la mosquée a été saccagée par des civils en colère.

De nombreuses barricades, dont s'échappait parfois une colonne de fumée noirâtre visible au loin, avaient été érigées dans la journée dans toute la ville. Bangui s'en trouvait paralysée, taxis et bus ne circulant plus.

En fin de journée, les militaires français de la force Sangaris et les soldats de la Misca avaient pu retirer beaucoup de ces barricades, permettant au convoi de la présidente centrafricaine, Catherine Samba Panza, de retour de Brazzaville, de circuler sans encombres entre l'aéroport et ses bureaux.

Mais une poignée de barricades, trop volumineuses, n'avaient pu être démontées, notamment aux abords du quartier majoritairement musulman du PK-5.

Et les forces militaires ne cachaient pas leur crainte que des représailles soient en préparation, après l'attaque de l'église Notre-Dame de Fatima mercredi. Des militaires de Sangaris et de la Misca, ont été positionnés autour du PK-5.

- "Complot" -

Jeudi, le Premier ministre centrafricain, André Nzapayéké, a attribué ce regain de violences à "un complot planifié" par des "hommes politiques très proches du pouvoir".

"Il y a un certain nombre d'hommes politiques connus qui sillonnent les rues, qui demandent la démission du gouvernement, de la présidente", a-t-il dit, en pointant les responsabilités "de personnes qui sont très proches du pouvoir, qui sont même autour du cabinet de Madame la présidente, autour de mon cabinet".

Plusieurs témoins ont raconté à l'AFP comment s'était déroulée l'attaque de l'église: des hommes armés ont pénétré dans l'enceinte de Notre-Dame de Fatima pour y lancer des grenades et tirer dans la foule des déplacés qui y étaient réfugiés depuis plusieurs mois.

L'attaque, attribuée par les témoins à des hommes de l'ex-rébellion Séléka à dominante musulmane, a fait une quinzaine de morts, dont un prêtre.

Le curé de la paroisse, le père Gabriel, était dans le presbytère de l'église quand les assaillants ont attaqué dans l'après-midi. Pendant un long moment, des "tirs nourris de mitraillette" et des "détonations lourdes" ont résonné dans l'enceinte de l'église, a-t-il expliqué. "C'était sans fin, ça ne s'arrêtait jamais".

La crise centrafricaine a pris un tour interconfessionnel en janvier, après le départ forcé du président Michel Djotodia et de son mouvement rebelle, la Séléka, qui avait pris le pouvoir en mars 2013.

Après la mise en déroute de la Séléka, les populations musulmanes de Bangui, accusées de connivence avec la rébellion, ont été victimes de nombreuses exactions de la part des milices chrétiennes anti-balaka, conduisant de très nombreux musulmans au départ ou à l'exil.

Dans la capitale, des violences sporadiques continuent de se produire malgré la présence des forces Sangaris et Misca, notamment entre des chrétiens et les rares musulmans restés en ville.

Toutefois, ces dernières semaines, Bangui avait connu une relative accalmie.

Après la fuite à l'étranger, ou dans le nord et le centre du pays, de nombreux musulmans de Bangui, c'est surtout la province centrafricaine qui a été récemment le théâtre de violences meurtrières.

C'est la première fois depuis plus d'un mois que des barricades sont érigées dans les rues de Bangui. A ces check-points improvisés, des dizaines de jeunes ne cachaient pas leur colère envers la force multinationale, qu'ils accusent d'avoir "laissé faire" l'attaque de l'église.

Prise entre deux feux, la Misca peine à rétablir l'ordre, dans l'attente des 12.000 Casques bleus promis par l'ONU pour le mois de septembre.

Comprendre les forces en présence en Centrafrique

Une quinzaine de personnes, dont un prêtre, ont été tuées et plusieurs dizaines blessées mercredi 28 mai dans l'attaque d'une église à Bangui. Le point sur les forces qui s'affrontent.

29/5/14 - 12 H 10 - lacroix.fr



Des jeunes manifestant dans la rue à Bangui après l'attaque d'une église mercredi 28 mai.. (MARCO LONGARI/AFP)

Après l'attaque d'une église à Bangui, qui a fait une quinzaine de victimes mercredi 28 mai, la capitale centrafricaine connaît un regain de tensions. Entre la Séléka et les anti-balaka, entre chrétiens et musulmans, retour sur les principaux opposants de ce conflit qui agite la Centrafrique depuis des mois.

La Séléka

La Séléka est une alliance de mouvements rebelles issus du nord-est du pays, zone à majorité musulmane et marginalisée par Bangui. Dans sa marche pour la conquête du pouvoir, de décembre à mars 2013, la Séléka a pillé, brûlé et tué sur son passage, visant en premier lieu les biens des chrétiens (environ 80 % de la population).

Après avoir renversé François Bozizé à Bangui en mars 2013 et mis l'un des siens au pouvoir, Michel Djotodia, elle a poursuivi ses exactions dans la capitale centrafricaine jusqu'à l'intervention française, le 5 décembre.

Après la démission de Michel Djotodia, en janvier 2014, **les forces de la Séléka** se sont principalement repliées à l'est. Le 10 mai, la Séléka a installé son nouvel état-major à Bambari.

Elle serait aujourd'hui divisée entre ceux qui souhaitent la partition du pays et ceux qui s'y opposent.

Les anti-balaka

Les anti-balaka sont au départ une constellation de milices d'auto-défense villageoises apparues en septembre 2013 en réaction aux exactions de la Séléka. On trouve aussi parmi elles d'anciennes milices formées et armées par François Bozizé en janvier 2013 pour lutter contre les avancées de la Séléka.

Parmi les anti-balaka, on compte aussi des éléments des Forces armées centrafricaines (Faca, l'armée restée fidèle au président renversé François Bozizé). Et enfin, on y trouve aussi des voyous qui profitent du désordre pour piller et tuer les plus vulnérables.

Les anti-balaka sont issus des populations du sud et de l'ouest de la RCA. Venant des régions où les chrétiens sont majoritaires, on les identifie à des milices chrétiennes. En réalité, ce sont des groupes qui obéissent souvent à **des chefs animistes**.

En Centrafrique, les Français dans la tourmente

La ville de Bambari (centre-est de la Centrafrique) est le théâtre depuis quelques jours d'affrontements entre l'armée française et des musulmans liés à la Séléka.

29/5/14 - 17 H 55

Dans cette ville où la Séléka a installé son état-major, la France veut rétablir l'ordre mais peine à rassurer la communauté musulmane.

« *Vous êtes Français ?* », crache le jeune homme, un gourdin clouté à la main, tandis qu'une centaine de ses camarades armés de machettes, poignards, arcs et flèches entourent le pick-up en hurlant : « *Vous ne passerez pas !* », « *À mort les Français, à mort Sangaris* », « *Sangaris, génocide* »...

Des soldats jugés complices des antibalaka

Dans le véhicule assiégé, Ruben de Koning, Américain en mission pour l'ONU à Bambari (centre-est de la Centrafrique), répond calmement : « *Non, nous ne sommes pas français mais américains et anglais.* » « *Nous sommes des journalistes américains et anglais* », ajoute sans se démonter le Britannique Dann Flenn, de l'agence Reuters.

Peine perdue. Les émeutiers s'excitent. Certains frappent les vitres, d'autres le capot, tentent d'ouvrir les portes arrière. À l'évidence, ces jeunes musulmans du barrage du pont de l'Ouaka veulent tuer. Ils ne veulent pas des soldats de Sangaris, jugés complices des antibalaka. Ils sont drogués au tramadol, un cachet contre la douleur absorbé à haute dose avec de l'alcool de palme.

Les raisons de la haine ?

En face d'eux, à deux ou trois cents mètres, des soldats du groupement tactique interarmes (GTIA) Scorpion, le GTIA de Sangaris chargé de se déployer dans l'est de la Centrafrique depuis le 28 mars. Ils tiennent la rive gauche. Mais ils n'interviennent pas sur le barrage. Ils l'avaient fait savoir quelques minutes plus tôt aux passagers du véhicule, dans lequel il y a trois Français.

« S'ils sont américains, il faut qu'ils passent pour raconter ce que Sangaris nous fait ici », reprend l'un des émeutiers. *« D'accord »,* dit un autre. L'avant du véhicule est libéré. Deux hommes font signe au chauffeur de rouler, appellent les plus agités au calme. La voiture peut enfin traverser le pont. Quelle est la raison de cette haine, ce jour-là, à Bambari ? Que reprochent-ils à Sangaris ?

Les craintes des musulmans de Bambari

Trois jours plus tôt, dans son fief de Bambari, le général Joseph Zoundeko, le nouveau chef de l'état-major de la Séléka, affirmait à *La Croix* : *« Nous nous sommes installés à Bambari non pour préparer la partition du pays mais pour protéger la population des antibalaka. Nous voulons bien collaborer avec Sangaris mais nous constatons que plus les Français se déploient en RCA, moins il y a de musulmans. Il y a un lien de complicité entre Sangaris et les antibalaka. »*

L'affirmation du général Zoundeko n'est pas isolée. Elle reflète les craintes des musulmans de Bambari. Qu'ils soient commerçants, responsables associatifs, religieux, déplacés de Bangui, jeunes ou vieux, riches ou pauvres... ils ont peur d'être à leur tour la cible des antibalaka, comme l'ont été leurs frères de Bangui, puis ceux de l'ouest.

D'autant que la menace s'approche d'eux. Il y a quelques jours, ils apprenaient que la ville de Grimari, où Sangaris s'est déployé fin avril (80 km à l'ouest de Bambari), était désormais quadrillée par les antibalaka. *« Ils sont environ 300, reconnaît un officier du GTIA Scorpion, armés de fusils et de machettes en ville. »*

Conséquence ? Les musulmans de Grimari prennent la fuite. La route entre les deux villes est devenue dangereuse pour eux. Les commerçants musulmans sont obligés de passer par des chauffeurs chrétiens pour éviter les attaques.

Ce que n'a pas fait Issa Adam, il y a deux jours. Parti chercher lui-même son fils réfugié au Tchad pour qu'il puisse passer son bac à Bambari, ils ont été attaqués à une quarantaine de kilomètres de Grimari. Quatre morts, dont son fils de 21 ans, Elias Adam. Une semaine plus tôt, c'est une mosquée du village d'Awatché, à 25 km de Bambari, qui était incendiée. Une première dans la région. Et puis, un chef peul et sa famille (musulmans), massacrés à proximité de ce village. Des exactions attribuées aux antibalaka.

Paniqués, les Peules d'Awatché ont quitté leur village pour se réfugier à Bambari, tandis que des éléments de la Séléka partaient en expédition punitive contre les chrétiens d'Awatché jugés complices des antibalaka. Maisons incendiées, chrétiens tués : la réaction a été particulièrement violente.

Pour fuir les représailles de la Séléka, les villageois ont trouvé refuge en brousse, quitte à ne plus manger pendant des jours, à dormir dans la forêt et s'exposer au paludisme. Alertée, la force Sangaris s'est bien déplacée à Awatché, mais bien trop tard. Pour l'heure, c'en est fini de la cohabitation entre les Peules et les chrétiens d'Awatché.

De même, à Bambari, le souvenir des exactions, des crimes et des vols commis par la Séléka à son arrivée, en décembre 2012, a laissé des traces profondes parmi leurs victimes chrétiennes qui crient vengeance. C'est sur un tel terreau que les antibalaka prospèrent. C'est pourquoi la Séléka apparaît à de nombreux musulmans comme un ultime recours avant disparition.

Recadrer les chefs de la Séléka

C'est dans ce contexte que deux jours plus tôt, les chefs de quartiers, les cadres administratifs, les présidents d'associations, les chefs religieux, chrétiens et musulmans, et les responsables de la Séléka étaient convoqués à l'amphithéâtre de l'École normale d'instituteurs (ENI) de Bambari pour entendre l'ambassadeur de France.

Charles Malinas s'est ainsi employé à recadrer les chefs de la Séléka, jugeant nul et non avvenu leur état-major, réaffirmant l'unité du pays contre toute velléité de partition... passant sans doute un peu vite sur les peurs des musulmans. Résultat, son discours fut chaudement applaudi par les chrétiens présents dans la salle, mais froidement accueilli par les musulmans.

Dès le lendemain matin, la ville était coupée en deux, les armes étaient sorties et actives, des barrages s'élevaient dans la zone musulmane, tandis que les chrétiens se réfugiaient dans l'évêché ou s'enfuyaient dans la brousse pour éviter la colère des jeunes musulmans. Les soldats français se repliaient pour plusieurs jours sur la rive droite de l'Ouaka afin d'éviter l'affrontement direct.

Encouragées par Sangaris, les autorités catholiques et musulmanes essaient ensemble de rassurer les esprits. Si les Français ont repris pied sur la rive gauche, ils ne peuvent pas grand-chose contre le départ des familles musulmanes qui ne se sentent plus en sécurité à Bambari. Et ils ne voient pas que dans leur dos, parmi les jeunes chrétiens, malgré les appels au calme de l'évêque Édouard Mathos, des noyaux durs sont en train de se former en vue de la revanche, espérée pour bientôt.

LAURENT LARCHER (à Bambari)